



Canadian Pork Council
Conseil canadien du porc

Les candidats fédéraux doivent comprendre les défis auxquels est confrontée l'industrie porcine

par le président du CCP Rick Bergmann

18 septembre 2015 (Ottawa) Plus de 7000 exploitations porcines au Canada produisent 25,52 millions de porcs annuellement et génèrent plus de 13 milliards de dollars d'activité économique. L'industrie porcine représente ainsi la quatrième source de recettes monétaires agricoles en importance au pays. En 2014, plus de 1,14 million de tonnes de viande de porc et de produits de porc d'une valeur de plus de 3,7 milliards de dollars ont été exportées dans 92 pays.

Avec de telles statistiques, il n'y a aucun doute sur l'importance au Canada de ce secteur en tant que force économique. C'est pourquoi d'ici le jour des élections, le 19 octobre, les producteurs de porcs dans tout le pays doivent s'efforcer de faire comprendre à leurs candidats politiques les défis que l'industrie porcine doit actuellement surmonter.

L'accès aux marchés est l'un de ces défis, particulièrement en ce qui a trait aux négociations dans le cadre du Partenariat transpacifique (PTP) et au différend avec les États-Unis concernant l'étiquetage obligatoire du pays d'origine (ÉPO).

Le Canada doit négocier pour faire partie du PTP à défaut de risquer de perdre certains de ses marchés les plus importants et, par ricochet, de perdre rapidement sa compétitivité au sein des marchés mondiaux. Cette situation aurait un impact négatif sur le secteur porcin ainsi que sur sa rentabilité économique et entraînerait des réductions de production et dans le nombre d'exploitations porcines, d'usines de transformation et d'installations d'exportation. Environ 109 000 emplois dépendent d'un environnement économique stable afin de fournir aux consommateurs des denrées à prix abordable, saines et salubres.

La règle de l'ÉPO, pour le bœuf et le porc, est jugée discriminatoire pour les bovins et les porcs canadiens, et l'OMC a conclu que les États-Unis contreviennent à leurs obligations commerciales internationales. Le gouvernement canadien, de concert avec le Conseil canadien du porc (CCP) et d'autres organisations du secteur de l'élevage comme la Canadian Cattlemen's Association (CCA) se débattent pour faire modifier la législation américaine depuis que cette règle est entrée en vigueur en 2008. Le Canada doit continuer à défendre les producteurs de bovins et de porcs afin que cessent les dommages causés à leurs secteurs et pour que ces derniers fassent de nouveau partie d'une chaîne d'approvisionnement intégrée. Si les États-

Unis ne règlent pas le dossier de l'ÉPO, le Canada devra adopter des mesures de représailles sur les importations américaines.

Alors qu'on fait de plus en plus état de taux de chômage élevés au pays, il semble difficile de croire que les pénuries de main-d'œuvre sont un problème pour les producteurs de porcs. Mais il reste qu'il est de plus en plus difficile de trouver des gens qui acceptent de travailler et de vivre en milieu rural. Les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont besoin de travailleurs pour demeurer compétitifs à l'échelle internationale, tirer avantage des débouchés à l'exportation et assurer la sécurité et la salubrité alimentaires ainsi que la durabilité de l'agriculture pour tous les Canadiens.

Le CCP soutient le Plan d'action sur la main-d'œuvre du secteur agricole et agroalimentaire canadien en vue de remédier aux pénuries de main-d'œuvre critiques du secteur agricole. La mise en œuvre de ce plan d'action permettra d'améliorer le recrutement, l'embauche et la rétention de main-d'œuvre. Pour demeurer viable, l'agriculture canadienne a aussi besoin d'avoir accès au programme Entrée express.

Il est également important que l'industrie porcine ait les moyens d'investir dans ses infrastructures de manière à assurer son avenir. Ainsi, le programme de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA), un programme de garantie de prêts conçu pour faciliter l'accès au crédit pour les agriculteurs, a besoin d'être modernisé pour refléter les conditions actuelles du secteur agricole canadien, comme la plus grande taille des fermes, les coûts d'exploitation plus élevés, la complexité accrue des structures agricoles ainsi que la volatilité des revenus et des profits. Les restrictions actuelles d'accès au crédit sont contraignantes et les limites maximales de crédit doivent être augmentées considérablement de même que leur portée.

Les producteurs de porcs font face à une combinaison de risques financiers et de risques reliés à la production et aux marchés qui peuvent nuire à la réussite d'une exploitation agricole ne disposant pas d'outils et de stratégies en matière de gestion des risques. Il devient donc nécessaire d'explorer de nouvelles approches de gestion des risques dans les fermes porcines. Les producteurs ont besoin d'une grande diversité d'outils, comme les opérations de couverture et l'assurance-décès, afin d'avoir accès à des solutions adaptées à leur entreprise.

Les opérations de couverture offrent aux producteurs la possibilité de fixer les prix d'avance, ce qui constitue un moyen pour eux de gérer leurs risques dans les situations où les contrats à terme ne sont pas offerts, ou comme solution de rechange à ces derniers. Toutefois, le maintien d'un programme efficace d'opérations de couverture exige des investissements. L'accès au crédit est crucial pour offrir aux producteurs de porcs la possibilité d'avoir recours aux opérations de couverture d'une manière efficace.

L'assurance-décès est en voie d'être mise sur pied, mais il faut un dernier coup de pouce pour qu'elle soit offerte aux producteurs.

La contribution du secteur porcin canadien à l'économie du pays est évidemment majeure dans tout le pays. Un soutien approprié de la part du gouvernement fédéral aidera l'industrie à progresser et à planifier sa réussite à long terme.

Rick Bergmann
Président, Conseil canadien du porc

Le CCP représente l'ensemble des producteurs de porcs du Canada. Le Conseil est une fédération qui regroupe neuf associations provinciales du secteur porcin. Ses activités visent à assurer le dynamisme et la prospérité de l'industrie du porc au Canada.

Personne- ressource pour les médias :
Gary Stordy
Directeur des relations publiques
Conseil canadien du porc
Tél. : 613 236-9239, poste 277